

Le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
186, boulevard de la Villette, Paris (19°)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

| FRANCE | ETRANGER |
|--|---------------------|
| Un an ... 22 fr. | Un an ... 30 fr. |
| Six mois ... 11 | Six mois ... 15 |
| Trois mois ... 5 50 | Trois mois ... 7 50 |
| Chèque postal : Jean Girardin 1191-98. | |

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Pour Berneri, Pour le droit d'asile

Le meeting que le Comité du Droit d'asile avait organisé vendredi dernier en faveur de Berneri a été couronné de succès. Certes, nous savions que notre voix serait entendue et que nombreux seraient les camarades, les travailleurs, les hommes de cœur qui répondraient à notre appel. Mais il nous faut bien l'avouer, nous ne nous étions pas attendus à voir accourir une foule aussi nombreuse. La salle des Sociétés Savantes était bien trop petite pour contenir tous ceux qui voulaient apporter leur solidarité protestataire à notre camarade Berneri.

C'est ainsi qu'à neuf heures, nous dûmes fermer les portes et refuser l'entrée à un nombre considérable de personnes.

Quinze cents auditeurs se pressaient littéralement dans la salle que dans les couloirs — et l'on sentait que tous ceux-là communièrent dans la même indignation face à l'abjection des polices ligées contre notre malheureux mais courageux camarade.

Avec Berneri — mais aussi avec tous les autres proscrits, contre l'infâme police qui traque toutes les victimes des dictateurs, qui se fait la complice de toutes les tyrannies et de tous les crimes.

Tous les présents réclamaient que l'on accordât enfin à Berneri le droit de pouvoir vivre en paix avec sa famille sur le territoire français, que cessât enfin la vie douloureuse de l'étranger chassé de partout, que le droit d'asile pour les proscrits soit enfin un droit imprescriptible et que le gouvernement français ne fut le docile laquais, l'exécuteur de toutes les basses besognes des gouvernements de crime et de sang.

Ce nous est un encouragement précieux pour la lutte à mener. La bataille ne fait que commencer. Hier, à Paris, demain, dans tous les coins de la France, nous allons poursuivre vigoureusement notre campagne.

Nous ne doutons pas que, comme à Paris vendredi dernier, nous trouverons toutes les bonnes volontés, tous les hommes de cœur à nos côtés pour cette œuvre de solidarité humaine.

Le Meeting

Notre camarade Lente, qui préside, ouvre la séance en exposant les buts de la réunion. En quelques mots rapides, il explique la vie douloureuse que toutes les polices d'Europe font subir à Berneri parce que telle est la volonté de Mussolini. Il faut que prenne fin la navrante odyssée de notre camarade — et c'est pour cela que nous faisons appel à tous ceux qui ne sont pas courbés sous le joug de la police et des puissances d'argent.

M^e Corcos, avocat, membre de la Ligue des Droits de l'Homme, prend ensuite la parole. Il se déclare ému de voir la foule répondre à cet appel. « Depuis la guerre, dit-il, on avait trop l'habitude de voir le peuple se désintéresser des questions de solidarité humaine. C'est un réconfort de voir une salle aussi abondamment garnie. « Ce sont les anarchistes qui ont organisé cette réunion; qu'ils me permettent de leur dire qu'ils apportent une pierre nouvelle à l'édifice juridique français.

« Toutes les nations, aujourd'hui, ont la prétention d'être à la tête de la civilisation. Cela nous rend un peu sceptiques sur la valeur de notre pays. »

L'orateur retrace ensuite la vie de Berneri. Professeur d'état, il aurait pu rester en dehors des luttes; il ne l'a pas voulu. C'est ainsi que, pendant la guerre, Berneri refusa le grade d'officier, parce qu'il acceptait un tel grade c'est, par cela même, l'acceptation de l'idée de guerre, de l'idée du meurtre.

Après quelques mots sur l'occupation des usines en Italie et sur la fausseté des rapports de police, M^e Corcos conclut en disant qu'il faut persévérer sans relâche pour obtenir un statut légal des proscrits.

Savoie, de la C. G. T., vient ensuite apporter la solidarité complète de son organisation à Berneri.

« Un homme qui a une famille et qui sait quand même tenir tête à un régime a droit au respect des hommes. »

Il faut que l'on se montre moins orantif envers le gouvernement. Depuis trop longtemps, la police règne en maîtresse et notre devoir est de lutter contre la tyrannie. Il faut enfin que cesse la manœuvre qui consiste à rejeter hors les frontières les militants qui luttent contre les tyrans de leur pays.

Nul ne doit plus, même s'il est né en d'autres contrées, être expulsé de France pour délit d'opinion. Il faut que la classe ouvrière s'unisse pour défendre le droit d'asile menacé.

Zyromski, de la Fédération socialiste de la Seine, constate que c'est au moment où s'accroît la tension diplomatique entre divers gouvernements que celui de la France

se livre aux capitulations les plus éhontées. Le devoir de tous les hommes de cœur est de s'unir pour faire cesser les actions infâmes.

Une affaire Berneri suffit à elle seule à déshonorer un régime. Mais il ne suffit pas d'organiser des manifestations oratoires. Nous n'arriverons à faire cesser l'injustice que lorsque le prolétariat prendra conscience de sa force révolutionnaire pour faire respecter le droit des individus.

Avant de donner la parole à un autre orateur, Lente nous donne lecture d'une lettre de Berneri.

Voici le texte de cette missive :

Chers camarades et amis,
Je profite de ce que vous êtes réunis ce soir pour vous dire combien je suis touché de votre manifestation de solidarité et combien, aussi, j'ai été ému durant tous ces longs mois chaque fois qu'une parole s'est élevée en ma faveur. J'espère que toutes ces manifestations aboutiront à me trouver un asile sûr et que je ne serai plus contraint de fuir loin des miens.

Mais j'espère aussi que vos protestations auront en outre pour résultat de permettre aux multiples et anonymes proscrits qui se trouvent dans mon cas une véritable hospitalité.

C. BERNERI.

Et c'est Hérolé, de la Ligue des Droits de l'Homme, qui prend la parole. Il nous rappelle l'affaire Hartmann. Hartmann était un terroriste russe qui était venu se réfugier en France à la suite d'un attentat qu'il avait commis en Russie.

A cette époque, le président du Conseil était un réactionnaire, de Freyinet. Lorsque le gouvernement russe réclama l'extradition d'Hartmann, le ministre répondit que jamais la France ne consentirait à livrer un réfugié, un proscrit politique.

L'homme de la N'Goko-Shanga n'a pas les mêmes scrupules de conscience. Il est prêt à se faire le serviteur de toutes les mauvaises causes. Il faut donc poursuivre la bataille jusqu'à l'obtention du droit d'asile pour tous les proscrits.

M^e Lazurick, défenseur de Berneri, fait, en termes émouvants, l'historique de l'affaire. Il est allé défendre notre camarade à Briey. Là, il se trouva des juges assez indépendants qui acquittèrent Berneri et le remirent en liberté. A Paris, le Parquet de la Seine l'avait laissé en liberté provisoire. Mais l'ambassade d'Italie veillait et c'est à la demande des envoyés de Mussolini que notre ami fut expulsé.

Nous ne relaterons pas une nouvelle fois ici cette lamentable histoire, nos lecteurs la connaissent à fond. Mais disons que M^e Lazurick l'exposa magistralement et qu'il termina son exposé par un vibrant réquisitoire contre la police à tout faire.

Victor Méric se fait ensuite le défenseur ardent et spirituel du Droit d'asile. Il nous rappelle quelques faits de l'époque du boulangisme. Il cita cette phrase de Zo d'Axa : « Les réfugiés, les expropriés, les proscrits politiques sont très bien à Londres, dit-on. Mais il y a toute une police qui étend ses réseaux et ses intrigues autour d'eux. »

Cependant, ajoute Méric, malgré cette police politique, à aucun moment le droit d'asile fut en cause. »

Il nous relate aussi le cas de ce Mussolini qui, militant révolutionnaire, fut obligé de solliciter l'hospitalité de la Suisse. Hospitalité dont il bénéficia largement.

Il nous entretient encore de cet « exilé » récent à qui une main complaisante ouvrit les portes de la Santé. Léon Daudet connu en Belgique une vie dorée, passant son existence entre les discours, les fêtes et les banquets.

« Nous devons, dit-il en terminant, non seulement lutter pour le droit d'asile — mais encore combattre énergiquement une forme de société qui est, à quelque chose près, partout la même. »

Enfin c'est notre ami Sébastien Faure qui occupe la tribune.

Avec l'éloquence que chacun connaît, notre camarade émeut profondément l'assistance en faisant une puissante évocation de la solidarité anarchiste.

« Nous nous sommes levés souvent pour défendre des innocents, même quand ils n'étaient pas des nôtres. Je me rappelle encore l'époque de bataille ardente durant laquelle, malgré les calomnies, nous soutenions le capitaine Dreyfus. Pourtant il était deux fois notre ennemi : d'abord parce qu'officier, et parce que bourgeois. Nous l'avons cependant défendu ardemment parce qu'il était victime de la canaillerie de l'Etat-Major.

« Aujourd'hui, nous défendons encore plus ardemment Berneri, parce qu'il est des nôtres, parce qu'il fait partie de notre grande famille anarchiste — et parce que lorsqu'un anarchiste est frappé, ce sont tous les anarchistes qui se sentent frappés.

« Il faut que tous les hommes de cœur nous aident à libérer Berneri des mains policières; il faut que tous nous secondent dans la lutte contre l'arbitraire dont sont victimes Pons et Blanco, il faut que tous

EMPÊCHONS CE CRIME

TARDIEU VEUT LIVRER PONS ET BLANCO A L'ESPAGNE

Au dernier moment, nous recevons du camarade secrétaire du comité Pons et Blanco, à Montpellier, une dépêche nous informant que le gouvernement français a accordé à l'Espagne l'extradition de Pons et Blanco.

Cependant, avant que nos deux camarades soient livrés à l'Espagne, il faut accentuer la campagne et, par nos protestations, empêcher que le crime s'accomplisse.

Pons et Blanco, syndicalistes révolutionnaires, ne peuvent être livrés à l'Espagne royaliste qui, en ce moment, brime même de simples républicains.

Il faut les sauver !

Venez tous au MEETING le Mercredi 22 Octobre, à 20 heures 30

au Théâtre de Belleville, 46, rue de Belleville

Métro : Belleville. — Tramways : 5 et 26. — Autobus : N — BN — BF.

LE COMITE DU DROIT D'ASILE

AUX ORDRES DE MUSSOLINI

Malgré les preuves de l'innocence apportées au cours de l'audience, le tribunal a condamné Berneri à six mois de prison. Nous croyons savoir que notre camarade va faire appel de ce jugement.

La lutte continue. Tous à l'œuvre pour sauver Berneri et le droit d'asile en péril !

(Nous donnerons dans le prochain numéro le compte rendu détaillé de l'audience.)

se dressent véhémentement pour exiger le droit d'asile pour tous les proscrits politiques.

« Le meeting de ce soir n'est que le prélude d'une vaste agitation que nous allons entreprendre. D'abord pour le respect du droit d'asile, ensuite pour l'obtention de nos libertés, de toutes nos libertés. »

Et c'est sur ces paroles de lutte, après que notre ami Lente eut remercié les orateurs de leur concours précieux, qu'il termina un meeting qui nous donna de grands espoirs pour les luttes futures.

LE VENDREDI 17 OCTOBRE 1930, à 20 h. 30

dans la grande salle de la

Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles

Métro : « Combat » et « Lancry »

Sébastien FAURE

traitera publiquement et contradictoirement ce sujet :

“ LA FOI SE MEURT ”

Ce n'est pas seulement la Foi religieuse qui se meurt, mais encore toutes les croyances erronées qui, dans le passé, ont engendré et, de nos jours encore, tendent à perpétuer l'asservissement politique, économique et moral de la multitude ignorante, crédule et lâche :

Est-ce un bien ? — Est-ce un mal ?

Tel est le vaste et grave problème — plus que jamais d'actualité — que développera notre ami

Sébastien FAURE

Nous faisons appel aux contradicteurs : Défenseurs de la Religion, de la Patrie, de la Propriété, de l'Etat, etc.

Les Groupes organisateurs.

Participation aux frais : trois francs.

NOTA. — Tous les bénéfices de cette conférence seront attribués à « l'Encyclopédie Anarchiste », ouvrage en cours de publication.

AUTOUR DU « PACIFISME »

Deux manifestes

Les dirigeants du parti socialiste avaient prudemment éliminé des discussions de leur dernier congrès la « scabreuse » question de la défense nationale, qui eût pu susciter de scandaleuses divergences propres à diminuer le parti dans l'estime des patriotes, et à rendre plus difficile l'accès de ses arrivistes aux postes électoraux et autres pouvoirs publics.

Les radicaux et radicaux-socialistes ont pu eux, sans crainte, examiner la question à leur congrès de Grenoble, ainsi que celles relatives à ce qu'il est convenu d'appeler politique internationale.

Une fois de plus ils ont montré le genre de crédit que l'on pouvait accorder à des « pacifistes » de leur acabit.

Une fois de plus les formules bouffonnes de l'heriotisme ont triomphé sans la moindre difficulté.

Une fois de plus a été applaudie la formule rituelle : Arbitrage, sécurité, désarmement. Qui n'a que l'inconvénient de présenter quelques contradictions et absurdités. Car d'une part il s'agit d'imposer l'arbitrage et d'assurer la sécurité au moyen de forces armées. Et d'autre part le désarmement relatif, avec l'emploi de plus en plus grand de militaires professionnels spécialement propres à toutes les obéissances, n'apporterait aucune garantie particulière de paix. Aussi, les pacifistes de cette nuance estiment-ils nécessaire de proclamer qu'ils se déclarent prêts à faire cette guerre « qu'ils auront tout fait pour éviter ».

Vu les circonstances et l'émotion patriotique des badauds à la suite des dernières élections allemandes, le congrès a tenu à préciser des sentiments que personne ne mettait en doute et même à faire de la surenchère.

Et c'est ainsi qu'il est venu à proclamer qu'il

« Affirme son dévouement sans réserve aux intérêts de la défense nationale, mais demande que cette sécurité nationale soit assurée par l'application des enseignements de la guerre en conformité avec l'évolution constante de la science et non par le retour à des méthodes périmées ».

Charmant et prometteur.

Plus sympathique apparaît le manifeste reproduit à titre de document par la Volonté du 12 octobre, et émanant d'un comité international « pour la paix », et que nous ne pouvons que saluer tout en en signalant les insuffisances.

Avec une naïveté évidemment si rare, ses signataires demandent aux gouvernements qui ont joué au pacifisme et prétendent avoir mis la guerre « hors la loi » de mettre leurs actes en accord avec leurs paroles en supprimant entre autres, la préparation militaire et le service militaire obligatoire. Très évidemment, même s'il était possible d'obtenir ces résultats, on n'en aurait pas rendu la guerre beaucoup plus difficile pour cela. Evidemment, les auteurs du manifeste ont voulu faire quelque chose d'aussi « convenable », d'aussi admissible que possible par les gens biens, d'aussi peu choquant qu'il était possible.

Retenons pourtant la conclusion qu'à part sa grandiloquence, nous ne pouvons qu'approuver

« Si les gouvernements ne savent pas mesurer l'intensité de la révolte contre la guerre, il faut qu'ils s'attendent à la résistance de tous ceux qui pour le dévouement à l'humanité et l'obéissance à leur conscience constituent la loi la plus haute. »

Ceci signé d'ailleurs de noms bien illustres parmi lesquels nous citons au hasard ceux d'Einstein, Freud, Romain Rolland, Wells, V. Marguerite, Upton Sinclair, Stefan Zweig, Rabindranath Tagore, etc. « Sa Grandeur Monseigneur l'évêque de Birmingham ».

Une telle manifestation ne peut nous être désagréable.

Mais nous y décernons aussi ce qu'elle a de superficiel.

Pour nous, ni le militarisme ni la guerre ne sont des accidents qu'il soit possible de supprimer tout en laissant subsister l'ensemble des conditions sociales.

Pour nous il n'y a rien à demander aux gouvernants, rien à attendre d'eux dans ce sens. Nous savons assez qu'ils ne pourraient abandonner les méthodes de discipline par lesquelles entre autres horreurs sociales, ils se rendent la guerre possible, sans se suicider.

Et nous savons aussi qu'il est impossible de lutter réellement contre les obéissances qui rendent la guerre possible sans entrer en conflit direct et absolu avec ces gouvernements et avec tout l'ordre social.

Ceci, c'est notre besogne, à nous anarchistes, de le dire et de travailler à ce que cela soit réalisé.

PIERRE ELSIENS.

QUE CHACUN FASSE CE QU'IL PEUT

par Sébastien FAURE

Dans un de mes précédents articles j'écrivais : « L'hiver 1930-1931 s'annonce comme devant être exceptionnellement dur pour l'immense majorité de la population et tout particulièrement pour tous ceux qui gagnent leur pain à la sueur de leur front : chômage de plus en plus intense ; vie de plus en plus chère ; menaces de guerre constamment accrues ; c'est à ce faisceau de calamités publiques qu'il convient, dès à présent, de s'attendre et de se préparer. »

J'ajoutais : « Rarement la situation aura été aussi favorable à la diffusion des

idées anarchistes et au réveil de l'esprit de révolte qui, depuis quelque temps, semble frappé de léthargie. Eh bien ! Qu'allons-nous faire ? Sans doute, les compagnons vont redoubler de zèle et recourir à toutes les formes de propagande jusqu'à ce jour arrêtées : celle qui peut et sait écrire écrira ; celui qui peut et sait agir agira. Ces méthodes de propagande par l'écrit et la parole et de lutte par l'action sont celles de tous les jours.

« Suffisamment en temps ordinaire à l'activité des camarades et aux exigences de l'heure, elles cessent de l'être quand la situation s'aggrave, que la crise persiste et que les événements se précipitent.

« Il faut trouver autre chose ; quelque chose de nouveau, d'inédit, de pas encore fait, qui sorte de l'ordinaire. »

Et je faisais appel à cet esprit d'initiative qui est un des ressorts les plus puissants de notre mouvement et qui, plus d'une fois, a donné d'heureux résultats.

Du nouveau, de l'inédit ? C'est presque la pierre philosophale à découvrir. Parler, écrire, agir sont les trois termes dont l'ensemble synthétise toute l'activité humaine. Quand un homme a traduit par le verbe ou l'écrit ses idées et ses sentiments ; quand il a donné, par l'action, une forme venue à ses sentiments et ses idées, que peut-il bien faire qui dépasse ce cadre d'activité ?

Evidemment rien.

Aussi, n'est-il point question d'imaginer quelque chose qui ne serait ni de la parole, ni de l'écrit, ni de l'action, mais de concevoir et de mettre en pratique quelque chose de particulier, de spécial, de nouveau, s'adaptant à une situation particulière, se développant dans des conditions spéciales et répondant par des dispositions nouvelles aux nécessités du moment.

Cette question que j'ai adressée aux compagnons : « Qu'allons-nous faire ? », il va de soi que je me la suis posée à

Le régime de sang que combattait Pons et Blanco

Nous traduisons d'« Accion », journal anarchiste de Barcelone ce qui suit :

Des 385 victimes assassinées par le général Martinez Anido dans les cachots et dans la rue, sans qu'elles aient pu protester ni tenter de fuir; voici l'une d'elles échappée par miracle qui nous raconte son odyssee.

Quelle élocution terrible que cette narration des supplices infligés aux victimes anonymes lâchement torturées puis assassinées pendant le séjour au gouvernement à Barcelone du tristement célèbre Martinez Anido.

J'ACCUSE LE GENERAL MARTINEZ ANIDO D'ETRE UN CRIMINEL ET UN ASSASSIN

Les preuves : J'ai été arrêté le 29 juin, à la « Granvia » à Barcelone et conduit au commissariat du Sud; une fois enfermé, j'ai été battu et insulté grossièrement mais cela ne devait être que les préliminaires des sévices que j'allais subir en attendant ma mort certaine. Un capitaine de gendarmes me livra à son bourreau; celui-ci m'attacha coude à coude et il commença à me gifler. Je suis resté ainsi de 11 heures du soir jusqu'à 2 heures du matin.

Après s'être rendu à mon domicile et, fâché de n'avoir rien trouvé, le capitaine m'interrogea : « Dis-moi combien de patrons et de gendarmes tu as tués, et où sont tes copains si tu tiens à sauver ta peau ».

J'ai protesté, j'ignore ce qu'on veut de moi, et en aucune façon je n'étais disposé à faire connaître les domiciles des anarchistes amis.

« Alors, reprit le capitaine, conduisez-le près de la montagne de Montjuich et tuez-le comme un chien ».

Je fus emmené entre deux gendarmes, qui me dirent en chemin que je ferais mieux de parler, ainsi, je leur écrivais cette corvée. Je n'ai cessé de protester de mon innocence, je n'ai tué personne, mais je ne veux pas non plus être un mouchard.

Lorsque nous arrivâmes à Montjuich, ils insistèrent encore sans résultat; alors un des gendarmes se refusa à tirer sur moi en disant : « Qu'en envoie un autre, car je n'ai pas le courage de le faire ». Mili j'avais toujours cru que cela était une comédie. A mon retour au commissariat, le gendarme a été traité de « lâche et indiscipliné » car il s'était refusé à accomplir les ordres reçus ».

Il était cinq heures du matin quand je fus amené à la préfecture de police; en fermant dans un cachot jusqu'au premier juillet, je subis pendant deux jours les brutalités des commissaires et des inspecteurs. Le premier juillet à 9 heures du matin je fus amené devant le général Martinez Anido, lequel était accompagné de son adjoint le général Arlegui. Ces deux monstres m'ont fait les mêmes propositions honteuses faites par le capitaine des gendarmes, et Anido insista en disant : « Tu te perds en l'enfermement dans ce mutisme, c'est dommage, car tu es trop jeune pour entreprendre le voyage qu'il attend ». Alors, s'adressant à un de ses sbires, il lui dit : « Enfermez-le encore, peut-être se décidera-t-il à causer, on verra après ».

« Deux jours plus tard, à quatre heures de l'après-midi, j'ai reçu la visite d'un gendarme qui venait de la part du « général » s'informer si je continuais à garder le silence ». Je répondis toujours la même chose, et alors l'ordre fatal fut prononcé : « Il sera transféré ce soir ».

A quatre heures du matin, le 4 juillet 1921 — je voudrais savoir écrire suffisamment pour pouvoir exprimer toutes les émotions vécues, mais cela n'est pas possible, il faut y passer — on ouvre la porte du cachot, un corporal des gendarmes me fait savoir que j'allais être « conduit » où ?... il le savait sans doute, car dans sa voix perçait une tendresse inhabituelle : « Viens avec moi ».

Je montais l'escalier jusqu'au bureau du commissaire, là, il y avait le sergent « le blond » si connu de tous ceux qui ont passé par là, le commissaire du même, et deux autres individus, dont on voyait bien qu'ils n'appartenaient pas à la police. Cependant après un long entretien entre eux, un d'eux me dit : « On va te conduire au commissariat du sud, afin de voir si tu connais un certain Ynocencio qui s'y trouve ».

On me fit sortir, mais le regard jeté sur moi par le sergent, me fit comprendre ce qui allait survenir.

Nous montâmes le « Paseo Cobou » entre les arbres; pas une âme dans la rue, seulement, de cent en cent mètres, régulièrement, se trouvait quelqu'un qui semblait être posté.

En arrivant en face de la caserne de Atarazanas, un individu, bien habillé, s'approcha en disant : « Ordre du lieutenant ». Un de ceux qui m'accompagnaient sortit son revolver en lui disant d'une voix grave et impérieuse : « Pars ». La scène se répéta par deux fois jusqu'au moment où l'individu arriva fut forcé de partir.

Alors un des individus me dit : « Si tu voulais parler, tu nous éviterais bien des ennuis, cela sera mieux pour toi, je te le dis ».

« Je n'ai pas l'effroi d'un mouchard moi », répondis-je.

« Partons alors ». Quelques mètres plus loin, et en arrivant en face de la rue des tramways, Casa Antzeus Medaivilla, tel est son nom, me prit par la main gauche, pendant que l'autre, le « Rojo de Garcia » tira sur moi son premier coup de revolver. Une fois que je fus par terre, ils s'en donnèrent à cœur joie; ils avaient l'ordre de ne pas me rater, car je reçus dix coups de revolver, et cela en face même du commissariat de Atarazanas.

Je sentis couler mon sang par les blessures, mais je n'ai pas bougé, crainte de les voir revenir. Comme je sentais que j'allais perdre connaissance, deux gendarmes — qui avaient été informés par les mêmes assassins sans doute — arrivaient pour constater qu'un homme était mort au coin de la rue.

Ils m'appliquèrent une allumette sur les

lèvre, pour voir si j'étais bien mort, et moi, dans un dernier effort j'ai contenu mon souffle pour leur donner le change, car je risquais toujours que l'on en finisse avec moi.

Ils partirent chercher une ambulance, et alors j'ai voulu me lever, mais trop tard car je n'avais presque plus de sang; je me roulais par terre comme un épileptique, j'ai voulu appeler les quelques curieux qui s'étaient réunis autour de moi, mais personne ne voulut m'aider. Telle était la lâcheté et la peur créées dans l'opinion publique à cette époque par l'assassin Martinez Anido !

En me traînant par terre dans un effort douloureux, j'ai pu marcher une dizaine de mètres et m'approcher des quelques curieux qui avaient peur de venir vers moi, alors les deux gendarmes sont arrivés. Quel étonnement pour eux de voir que je vivais encore ! Ils voulurent me traîner au même endroit où j'étais tombé en disant que le juge d'instruction allait arriver constater que « au coin de la rue... un homme a été trouvé mort ».

Je refuse de toutes mes forces, ne voulant pas m'écarter trop du public qui commençait déjà à réagir et à murmurer et à l'insistance duquel ils furent forcés de m'emmener au dispensaire de Pueblo Seco, où j'ai été étendu sur une table jusqu'à l'arrivée d'une charrette, qui me conduisit à l'« Hospital Clínico ».

Là, on ne me fit pas grand chose pour me soigner : « J'allais mourir ce même jour », selon leur expression; on se contenta de laver un peu mon sang qui coulait et l'on constata que j'avais été touché par dix balles de revolver.

Mon identité ne pouvait être établie faute de papiers que l'on avait gardés. Moi je ne pouvais parler, ayant la langue atteinte par trois blessures différentes, Anido le savait, c'était suffisant. Les médecins s'étant rendu compte quelques jours après que je pouvais vivre, ont tenté l'impossible pour me sauver, mais un jour, deux gendarmes revinrent avec deux prétendus agents secrets.

Ils voulaient en finir avec moi sans doute, car l'infirmerie fut éloignée. Ne pouvant pas parler, j'ai crié : un rôle sortait de ma gorge déchirée; l'infirmerie vint et refusa de partir malgré les instances des autres.

Une fois guéri, je fus reconduit en prison à la disposition du juge d'instruction, qui, faute de preuves, en ne pouvant pas me compliquer dans aucun attentat, fut forcé de me relâcher le 29 novembre 1921. Je garde, pour quand le moment sera venu les preuves irréfutables de tout ce que j'avance. Donc Severiano Martinez Anido est un assassin; je me tiens à la disposition de qui de droit pour confirmer et soutenir ce que je dis ».

V. NERA

Septembre 1930, Barcelone.

Voici donc sous quel régime furent condamnés Pons et Blanco. Nous ne donnons qu'un extrait de cette information qui vient d'être publiée par le journal Accion de Barcelone :

385 ouvriers anarchistes et syndicalistes furent tués pendant les deux années de séjour de Martinez Anido à Barcelone. Cela, d'après les statistiques officielles. Combien d'anonymes disparus ! Combien de crimes ignorés ! La préfecture de police de Barcelone avait à cette époque comme aujourd'hui des autocars cellulaires pour transférer les détenus. Martinez Anido aimait mieux les conduire à pied et à quatre heures du matin !

Lorsqu'il fut destitué du commandement tout le monde s'est rendu compte du rôle odieux, de la criminelle conduite de Martinez Anido. Ce ténébreux général est réprouvé par tous. C'est pourquoi il n'est pas devenu le chef du coup d'Etat qui fut favorable à l'ambassade de Primo. « Il avait trop de sang derrière lui », on le lui a fait comprendre et seulement l'amitié royale le sauva.

« Trop de sang ? » se dit-il sans doute, et bien on inventa un autre moyen.

Et l'époque des grandes condamnations recommença quand il devint sous la dictature ministre de l'Intérieur.

Un ministère où toute la police est à ses ordres et pas de parlement qui contrôle ! Cela est suffisant lorsque l'on s'appelle Martinez Anido, pour commettre les pires atrocités, les moyens ne manquent pas.

Complots, attentats imaginaires, toute une procédure arbitraire, rien ne manquait pour que, sans trop tarder, partissent pour le bagne des centaines de camarades.

Escartin, 67 ans de bagne; J. Domingo, 96 ans; E. Garcia, 83 ans; Espinas, 54 ans; Guillot, 30 ans; Clément, 30 ans; Shum, 48 ans, et combien... et combien encore. Parmi eux, Pons et Blanco.

A la dictature de Primo, Berenguer succéda et il donna, paraît-il des amnisties, mais à qui ?

Pas un de nos camarades n'a été amnistié ! Pas un !

Et si Pons et Blanco sont rendus à l'Espagne (1), ils devront subir la condamnation imposée par un régime arbitraire — duquel ils ont été victimes comme tant d'autres — car il n'y a pas de possibilité de réviser leur procès et leur extradition équivaldra à les envoyer au bagne purement et simplement. La France ne peut pas s'abaisser à ce point, elle ne peut se solidariser avec des méthodes réprouvées par toutes les consciences honnêtes, qui sont indignes d'un peuple civilisé. Nous irons oui, nous irons en Espagne, répondre des accusations jetées sur nous quand les tribunaux donneront la garantie d'une procédure légale où la vérité éclatera par la condamnation des bourreaux d'aujourd'hui.

Mais en attendant, que la protestation des anarchistes et que l'action internationale du prolétariat empêche l'extradition de Pons et Blanco, victimes d'une machination odieuse et sanguinaire.

LEPETIT

(1) Ceci était écrit avant que nous apprenions l'extradition de nos camarades.

Un témoignage

Nous reproduisons ci-dessous, pris dans « Solidaridad Obrera » de Valence, un passage du livre du général espagnol Lopez Ochoa : « De la Dictature à la République ».

L'accusation portée par ce général contre Martinez Anido, ministre de l'Intérieur pendant la Dictature, représente un témoignage d'une valeur incontestable en faveur des nombreuses victimes du bourreau espagnol.

Je me souviens d'un propos tenu par Martinez Anido, lors d'un banquet donné à l'occasion des manœuvres des chasseurs de la garnison de Barcelone. C'était en 1922.

« Comment je résouds le problème syndicaliste ? me dit-il avec la plus grande tranquillité. — C'est simple. — Quand je veux me débarrasser d'un individu, je n'ai qu'à demander des renseignements à son sujet. Cette seule demande est déjà un ordre. — Quelques jours après, mon homme a disparu. »

Je demeurais atterré devant la tranquillité avec laquelle cet homme ordonnait les assassinats les plus vils et les plus lâches, couvert par ses fonctions de Gouverneur civil et représentant d'un gouvernement constitutionnel.

Le général Martinez Anido et le chef de la police, le général Arlegui, pendant la durée de leur mandat, terrorisèrent Barcelone avec leurs bandes d'assassins, lesquelles avaient carte blanche de la part du gouverneur civil et de la police.

Etant assurés de l'impunité, ces bandes volaient et tuaient sans autre loi que leur caprice et celui de leurs maîtres. Elles comptent à leur actif plus de 400 assassinats d'ouvriers et d'intellectuels catalans, assassinats perpétrés de la manière la plus répugnante : les victimes, à leur sortie de prison étant remises, par la police, aux mains des « pistoleros » ou bien, sous le prétexte mensonger d'une tentative de fuite, abattus lâchement, sans explications.

Les hommes de la vieille politique laissent à Martinez Anido la pleine liberté de résoudre le problème syndicaliste, et ce qui aurait pu être résolu avec une bonne police et une juridiction impartiale, Martinez Anido préférait le résoudre à coups de revolver.

Le général Martinez Anido, aujourd'hui ministre de l'Intérieur et qui fut durant deux ans le maître absolu de la Catalogne, ne trouva jamais d'autre solution à la lutte sociale que l'assassinat des ouvriers.

Ainsi donc, celui qui fut destitué par Sanchez Guerra parce que, la nuit même de sa destitution, il prétendait appliquer la « loi de fugue » à 300 syndicalistes; celui qui fut s'enfuir lâchement de Barcelone, déguisé, dans un compartiment de troisième classe et aller se cacher dans une des îles de Vigo, afin d'échapper à la vengeance des parents et amis de ses victimes — cet homme-là, Martinez Anido, fut l'homme appelé par le Dictateur pour prendre le Ministère de l'Intérieur et résoudre le problème syndicaliste !

Une des choses dont se vante Primo de Rivera est d'avoir maintenu l'ordre social. Qu'a-t-il fait pour le maintenir ? Absolument rien.

Ceux qui, précisément, désiraient le plus l'ordre social, c'étaient les ouvriers catalans, les syndicalistes.

Ceux qui ne le désiraient pas, c'étaient les gouvernants de Madrid, et, surtout, Martinez Anido.

L'unique chose qui intéressait le régime, c'était de supprimer les organisations ouvrières et de leur enlever la force révolutionnaire qu'elles pourraient représenter en un moment donné.

Les gouvernants encourageaient le « pistolisme », justement parce qu'ils avaient peur qu'une tendance politique put soulever la classe ouvrière catalane contre le régime.

C'est pour cela qu'ils tuèrent Francisco Layret, avocat et député.

C'est pour cela qu'ils assassinèrent le leader syndicaliste : Salvador Seguí.

Martinez Anido n'aurait-il pu, en 1922, avoir la même attitude que celle qu'il eut après la dictature ? Non, il ne l'eût pu, parce que son unique mission était de mener dans le sang le mouvement ouvrier, lui enlever ses meilleurs représentants, le décapiter en un mot.

Ce fut justement cette besogne d'assassin qui conféra à Martinez Anido, les mérites suffisants pour occuper le siège de ministre de l'Intérieur et la vice-présidence du Conseil.

Primo se sentait plein de crainte et d'admiration devant l'ex-gouverneur de Barcelone.

Mais, est-ce que la Dictature a résolu le problème syndicaliste ? Primo de Rivera, dans sa vanité stupide, s'imaginait l'avoir résolu en interdisant quelques syndicats ouvriers et en persécutant les syndiqués.

Heureusement les problèmes ne se résolvent pas d'une manière aussi simpliste. Son apprentissage politique au Casino de Xérez et au Cercle de Madrid, n'a pas donné à Primo l'expérience nécessaire pour les résoudre.

Et la preuve que le problème ne fut pas résolu, malgré ses fanfaronnades pour émouvoir le cœur des pacifiques bourgeois, ce furent les grèves générales de Barcelone et de Séville où, malgré la destruction des organisations, la fermeture des syndicats et la persécution des syndiqués, il suffit d'un mot d'ordre de la Confédération Nationale du Travail pour obtenir un arrêt total du travail.

Et encore : que Primo de Rivera ne s'empresse pas de chanter victoire, car il est probable que ces organisations ouvrières incristantes contribueront, pour une large part, à la fin de la Dictature et de la Monarchie.

Quant au problème du « pistolisme » (qui n'est pas le problème syndicaliste) fomenté par gouvernants et patrons, il prit fin quand Martinez Anido pensa qu'il avait les mains suffisamment rouges de sang et que le nombre de ses victimes pourrait noyer quelque peu son histoire politique.

Cependant, le ministre actuel de l'Inté-

LA VOIX DE PROVINCE

Adressez ce qui concerne la « Voix de Province » à Pierre Lentente, au « Libertaire », 186, boul. de la Villette, Paris (19).

ALGER

Notre démission au S.R.I.

Camarade secrétaire de la section Algéroise du S.R.I.

ALGER

Camarade,

Nous avons le regret de vous remettre par la présente notre démission collective de votre organisation.

Après les regrettables paroles prononcées au cours de la réunion tenue mercredi écoulé, au bar Alexis, il nous est impossible de continuer notre collaboration avec vous.

Non, nous ne voulons pas de maîtres omnipotents. Non, nous n'accepterons jamais de nous plier à la discipline. Nous n'admettons pas la tyrannie, qu'elle soit rouge, blanche ou noire. Libres et fiers, nous disons avec Blanqui : « Ni Dieu ni maître ».

Par conséquent, nous ne pouvons nous accommoder de votre ligne. Nous avons adhéré au S.R.I. parce qu'il était dit dans les statuts qu'il avait pour but de défendre tous les opprimés, tous les emprisonnés quels qu'ils soient, Ghezzi est de ceux-là, comme tous nos frères anarchistes engeolés en Russie, comme tous nos frères de travail en Italie, comme socialistes et communistes en France et partout.

Nous réservons donc notre effort pour ce programme partout où il nous sera possible de le faire.

Guerre à tous les oppresseurs quelle que soit la couleur de leur drapeau !

Un groupe de camarades libertaires.

ANGERS

Conférences religieuses

Le vendredi 3 octobre avait lieu dans notre ville une conférence antireligieuse, organisée au profit de l'U. P. A. par la Groupe d'Etudes Sociales. Cette conférence avait pour titre : « Pourquoi je ne crois plus en Dieu ».

Pour la première conférence faite cette année, ce fut un bon départ, presque un succès, quand on songe au jéménisme des individus, à l'insouciance et à l'indifférence de la plupart.

Donc, à 21 heures, la séance s'ouvre devant un auditoire de 270 à 280 personnes environ. Le président expose les raisons qui motivent la création de l'U. P. A. et les espoirs de cette dernière. Ensuite Lapeyre, pendant deux heures, expose les raisons, qu'il d'abord croyant, le firent douter et du doute l'amener à la négation de Dieu.

Il expose et met à nu la morale de l'Eglise et surtout ce que produit cette morale. Prenant successivement la Bible et le catéchisme, il démontre toute l'hypocrisie, toute l'absurdité de l'idée de Dieu.

Se basant sur des lois biologiques et scientifiques, notre camarade démontre que le mal est partout, que la douleur est la loi de l'humanité et que nous ne pouvons subsister et vivre qu'en créant la mort, tant dans le monde minéral que végétal et animal et qu'alors se pose le dilemme du Dieu infini en toutes choses, il est infiniment bon, il n'est pas puissant, il ne peut empêcher le mal, ou s'il le peut et qu'il est tout-puissant, il est un criminel et non infiniment bon.

Il examine enfin d'où vient le mal, et le remède à apporter à trois dangers publics : 1° Les préteurs souillards d'enfants. C'est l'abstinence contre nature imposée par l'Eglise et l'étude approfondie du manuel du confesseur, où toutes les questions sexuelles sont traitées et de toutes les manières, qui font que des hommes ou la nature parle, où elle est la plus forte, se l'entrent à des gestes qui sont un danger pour l'enfance et l'humanité. Supprimez la cause, et l'effet n'existera plus.

2° Les voleurs et les assassins qui deviennent de plus en plus nombreux et qui n'ont pour origine que les lois d'autorité et de propriété, dont la morale chrétienne est un des plus fervents défenseurs, il n'y a qu'à se reporter à plusieurs encyclopédies des papes pour s'en rendre compte.

3° Les crimes passionnels. Là encore, la morale chrétienne est la principale sinon la seule coupable, lorsqu'elle légalise, trouve normal et juste, après les avoir bannies, des unions qui n'ont pour origine que l'achat de l'un des conjoints par l'autre, et qui, la morale aidant, devient la propriété de l'acheteur, qui se croit le droit de vie ou de mort sur l'esclave.

A l'appel de la contradiction, un brave pharmacien de notre ville, vient à la tribune pour dire des bêtises. Il nous sort le cliché habituel du harmonium divinatoire, de la précision du mécanisme solaire et pose ces deux sottises questions à notre camarade :

1° Qui vous a fait votre cerveau, vous qui raisonnez si bien, si ce n'est Dieu ?

2° Qui est-ce qui fait pousser les plantes et

rien n'a pas abandonné ses méthodes. A Madrid, il maintient autour de lui une garde noire de 50 « pistoleros », choisis, qu'il paie généralement avec les fonds de l'Etat.

Ces âmes candides, qui possèdent toutes leur tragique histoire écrite avec le sang de leurs victimes, ont pour unique mission de protéger leur maître; ils l'accompagnent en automobile jusqu'au Ministère, montent la garde dans son antichambre, veillent sur son sommeil.

La peur qui ne le laisse pas vivre tranquille, pousse le vice-président du Conseil à se méfier de sa propre police; il ne se fie plus qu'à ses « aides », ceux qui le secondent dans sa besogne de bourreau.

Même à Barcelone, le problème n'est pas résolu; les choses en sont toujours au même point. L'organisation des anciennes bandes de « pistoleros » continue; elles sont appointées par le Gouverneur civil, par le Quartier-Général des Chambres patronales, par la Préfecture de Police.

Il suffira d'un ordre de Martinez Anido pour que la « loi de fugue » devienne la loi de Barcelone et pour que dans toute la Catalogne, sa volonté seule décide de la vie et de la mort des ouvriers et des bourgeois.

Et tout cela, Primo de Rivera le sait et l'approuve; lui aussi est complice du Bourreau de Barcelone et du futur bourreau de l'Espagne, si nous lui laissons les mains libres.

Général LOPEZ OCHOA.
(Année 1930).

changer un grain de blé en bel épi si, ce n'est Dieu ? Et, enfin, il dit que notre camarade ne lui a pas démontré l'inexistence de Dieu.

Lapeyre lui répond, lui demande où est l'harmonie, car il démontre que ce n'est que chaos partout. Aux deux questions posées, notre camarade le met un peu en boîte et lui répond verbalement en lui posant la question de l'infinité bonté et puissance de Dieu. Ne pouvant y répondre, notre contradicteur s'écrie : « Eh bien ! tenez, j'aime mieux m'en aller », et la séance est levée à minuit.

En somme un bon commencement. Dans la première quinzaine de novembre, nous en organiserons une autre et nous comptons bien avoir cette fois une salle comble. Redoublons d'efforts et nous arriverons à un résultat.

F. Bonnaud.

NIMES

A propos des Assurances sociales

C'était beaucoup s'avancer de prédire ce qui arrive comme coup dur à ceux qui auraient pu, comme moi, croire, malgré leur haine de toutes lois, que les Assurances sociales apporteraient à l'honnête ouvrier quelques améliorations en ce qui concerne son existence.

Triples buse ce peuple d'ouvriers et surtout d'ignorants à qui, sans cesse, on bourne le crâne; et pourtant la leçon vaut largement un beau fromage. Oui, mais ce fromage est pour les dirigeants de ces organisations qui depuis la guerre profitent de ce que les partisans ou appointés en grand nombre aux Soviets, ont jeté le trouble dans la classe des travailleurs, ont créé des caisses soi-disant syndicales et accaparent en partie les postes préfectoraux et des départements des Assurances sociales officielles.

Triples buse ce peuple que l'on soignait pour rien dans les hôpitaux et à qui on a trouvé le moyen de faire payer ce gratis.

Triples buse ce peuple de travailleurs à qui, avec les Assurances sociales, on a fait cadeau du pain à 2 fr. 50 le kilo.

Triples buse ces gens qui ne comprennent pas et qui marchent dans cette combine qui continuera d'engraisser les mêmes médecins qui avaient oublié pendant la grande guerre leurs consciences à la maison; les pharmaciens et les favoris des partis politiques qui profiteront des postes à ne rien foutre de 20.000 à 30.000 et 40.000 francs par année.

Triples buse : les anarchistes te crient : « Ouvre tes yeux, regarde bien en face la bande de chacals qui attendent ta charogne; défends-toi, triples buse ! »

Reynaud.

SAINT-ETIENNE

Depuis quatre mois quelques copains ont décidé de donner une base financière plus solide au groupe.

Le versement mensuel d'une thune « ce qui n'est pas le Pérou », fut admis; sur cette somme est prélevée une cotisation fixe pour l'U.A.C.R. et l'Entre-Aide.

Les résultats sont plutôt maigres, néanmoins, nous sommes persuadés que si les lecteurs assidus du Lib prenaient la ferme résolution de nous aider au moins financièrement, nous aurions des possibilités de propagande toute autres que les présentes.

Où, mais pour cela il faudrait cinq minutes de réflexion de la part de ceux qui nous lisent et une prompte détermination.

En êtes-vous capable ? C'est ce que nous verrons.

Réunion : pour les mensualités, premier et dernier jeudi de chaque mois, mais à titre d'essai, un camarade tiendra la permanence le dimanche 19 octobre de 10 h. 30 à midi, salle de la Jeunesse syndicaliste, Bourse du Travail.

P.S. — Les dimanches où il fait beau, les amis trouveront les livres, brochures qu'ils désirent devant la Bourse.

Comment on dupe le peuple

Les mots n'ont donc que des significations mobiles et transitoires, changeantes d'âge en âge, et de peuple à peuple; et quand nous voulons agir par eux sur la foule, ce qu'il faut, savoir, c'est le sens qu'ils ont pour elle à un moment donné et non celui qu'ils eurent déjà ou qu'ils peuvent avoir pour des individus de constitution mentale différente.

Aussi, quand les foules ont fini, à la suite de bouleversements politiques, de changements de croyances, par acquiescer une antipathie profonde pour les images évoquées par certains mots, le premier devoir de l'homme d'Etat véritable est de changer les mots sans, bien entendu, toucher aux choses en elles-mêmes, ces dernières étant trop liées à une constitution héréditaire pour pouvoir être transformées. Le judicieux Tocqueville a fait remarquer, il y a déjà longtemps, que le travail du Consul et de l'Empire a surtout consisté à habiller de mots nouveaux la plupart des institutions du passé, c'est-à-dire à remplacer des mots évoquant de fausses images dans l'imagination des foules par d'autres mots dont la nouveauté empêchait de pareilles évocations. La taille est devenue contribution foncière; la gabelle, l'impôt du sel; les aides, contributions indirectes et droit réunis; la taxe de maîtrise et jurandes s'est appelée patente, etc.

GUSTAVE LE BON.

Comité d'Entr'aide

CAMARADES,

N'OUBLIEZ PAS QUE « L'ENTRAIDE » SOUTIENT LES EMPRI-SONNES ET LEURS FAMILLES.

FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE.

Adressez les fonds à Charbonneau, chèque postal 653-87, Paris (1er), rue des Roses, 22 (18e) ou veuillez les remettre au bureau du S. U. B., Bourse du Travail de Paris.

DANS LES SYNDICATS

C. G. T. S. R.

Distinguons, distinguons

Véritablement les gens qui dirigent tout le Ministère du Travail agissent, dans toute l'acceptation de ce terme.

Depuis des années, nous n'avons cessé de dénoncer la collusion qui existait entre le haut patronat et le gouvernement, au sujet de la main-d'œuvre étrangère.

A la suite de la campagne que nous continuerons à mener jusqu'à complète satisfaction et d'un récent article pour lequel nous avons une haute personnalité du « Travail » a cru bon d'envoyer une note officielle et toujours incomplète, concernant le sujet qui nous intéresse au plus haut point.

L'industrie du Bâtiment est certainement parmi toutes les autres, celle qui se trouve la plus envahie ou exploitée par les travailleurs de chair humaine.

C'est peut-être une des raisons qui motivent qu'une demi-douzaine de hauts bonnets, Picquenard en tête, prédisent à l'effluence de main-d'œuvre étrangère.

Dans cette note qui ne rectifie rien, à ce que nous avons dit, et que certains journaux de gauche ont insérée, il est fait état des demandes individuelles de « spécialistes ».

C'est peut-être là la raison qui a incité la Société de Contingents généraux, à confier les travaux de ravalement de la Maison de la Mutualité, rue Monge, à un tâcheron portugais du nom de Machado.

C'est peut-être aussi de la même façon qu'a procédé la maison Chouard, pour son chantier de la Porte d'Asnières, tous étrangers.

C'est sans doute avec le même « processus » que la Maison Schoutz-Haumont n'occupe sur ses chantiers du champ de tir de la firme Hotchkiss, à Saint-Denis, aucun Français.

Encore une fois, ce n'est pas la xénophobie qui nous guide, puisque sur ces chantiers la journée constante est de neuf heures et que les salaires horaires sont au-dessous des tarifs élaborés par les syndicats.

Alors, Messieurs du Ministère, distinguons, distinguons puisqu'il y a des chômeurs dans notre industrie.

Allons même plus loin, et demandons aux sous-secrétaires de M. Laval, l'ancien plaidant, qu'entendent-ils par spécialité ? « Epaveurs de pavés » ?

Nous savons que cette catégorie de travailleurs est bien une invention du Ministère des Affaires étrangères.

Quoi qu'il en soit, nous constatons que pour faire entrave à toutes nos revendications, le gouvernement de Tardieu, Bagdad, Maimon, N'Goko, etc., a tous des ressorts pour nous exploiter; quant à nous, il nous restait la ressource de crever de faim ou de faire appel aux « Salutistes », pour éviter cette souffrance parmi tant d'autres.

Nous ne demandons rien à tous ces responsables de misère humaine, pas même un peu de bonne foi dans leurs décisions, quand la crise économique qui nous menace battra son plein, nous aurons la pitié et l'énergie de défendre notre bouchée de pain.

Ces procédés d'intimidation qui consistent en lésant sur les salaires tout en rallongeant la durée de la journée de travail, se font à la fois contre les uns et les autres des

travailleurs de pays différents, ces procédés n'ont qu'un but : l'esclavage.

En plein 20^e siècle, la société de tous les travailleurs devrait comprendre qu'ainsi, le capitalisme veut ou plutôt entend conserver ses avantages — pour ne pas dire sa suprématie.

De par là, les travailleurs sans pain sont chassés comme du bétail, de leur pays d'origine, excitant de ce fait les individus à se haïr et se détester.

Nous voulons d'une Humanité meilleure et plus égalitaire et dans notre industrie nous saurons réveiller l'esprit de combativité qui animait autrefois les jeunes.

Les gues du Bâtiment doivent savoir distinguer les excitateurs chauvins et de guerre civile et ceux qui les soutiennent, exploitent et gouvernent, entre ceux qui veulent vivre en travaillant.

Le syndicalisme doit pouvoir surmonter ces obstacles : il bataillera et triomphera.

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

AUX SOUSCRIPTEURS DU LIVRE « LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE »

Le livre de notre camarade Pierre Besnard vient de paraître avec quelques jours de retard.

La C.G.T.S.R. et l'auteur s'excusent de ce retard qui est imputable à un accident survenu au cours du tirage.

Nous sommes en possession de deux cents exemplaires environ, le reste va nous être livré incessamment par l'imprimeur que nous avons prié de faire diligence.

Que nos camarades souscripteurs nous fassent encore crédit de quelques jours. Ils recevront sous peu leur volume, au fur et à mesure des livraisons et des expéditions. Ces dernières étant faites par nos soins, en dehors de nos heures de travail, ne pourront être complètement effectuées avant une dizaine de jours.

Les souscripteurs parisiens pourront retirer leurs volumes à partir du lundi 19 octobre 1930, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, tous les jours, sauf le dimanche.

La C.A. et l'auteur tiennent à remercier chaleureusement tous les camarades qui ont permis, en moins de 4 mois, de faire éditer cet ouvrage que tous les militants voudront posséder. Ils adressent les mêmes remerciements aux journaux qui ont aidé au lancement.

Nous rappelons que le prix du livre est de 15 francs, 16 francs franco pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

La C.A. de la C.G.T.S.R. Pierre Besnard.

En vente au bureau du Libéraire, 186, boulevard de la Villette. — Chèque postal J. Girardin, 1191.98, Paris.

Syndicat de l'ameublement. — Le bureau du syndicat a décidé d'organiser une assemblée générale extraordinaire pour la fin du mois d'octobre.

La date et le lieu seront publiés dans le prochain numéro du Libéraire ainsi que l'ordre du jour.

Que tous les camarades fassent leur possible pour être présents à cette assemblée avec leur carte confédérale. Le Bureau.

38. Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.
39. L'Anarchie et l'Eglise, Elisée Reclus.
40. L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Pierre Kropotkine.

41. Diogène, précurseur anarchiste, par Louis Combes.

42. Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thonard.

43. A bas les Chefs ! par J. Dejacques.
44. Parasitisme social, Les Morts glorieux, par Lux.

45. Les Trois complices, René Chaughli.
46. L'instinct de Conservation, Vive la Vie ! par Lux.

47. Contre la Folie des Armements, par Grave, etc.

48. Socialisme et Syndicalisme, par Marc Pierrot.

49. Déclarations en Cour d'Assises, par G. Etievant.

50. Réponses aux paroles d'une Croquante, par S. Faure.

51. S. Faure : La fausse Rédemption.
52. — La Dictature de la Bourgeoisie.
53. — La Pourriture parlementaire.
54. — Leur Patrie.
55. — La Morale officielle... et l'autre.

56. — La Femme.
57. — L'Enfant.
58. — Les Familles nombreuses.
59. — Les Métiers haïssables.
60. — Les Forces de la Révolution.
61. — Le Charnardement.
62. — La Véritable Rédemption.

63. Le Mariage, le Divorce et l'Union Libre, par Marestan.

64. Les Principes humanitaires et l'Internationalisme des intellectuels, par E. Relgis.

65. Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées, par Albin.

66. Pour l'Ere du Cœur, essai de psychologie morale, par L. Barbedette.

67. Pourquoi je ne crois plus en Dieu, par E. Chapelier. Forte plaquette (64 pages)..... 1 franc.

68. Les Profiteurs de la Guerre, Mauricius.
69. A bas l'Autorité, suffrage universel, par Mauricius.

70. La Question sociale, position de la question, par S. Faure.

71. L'Amour et la Maternité, par la doctoresse M. Pelletier.

72. A la recherche du Bonheur, essai de thérapeutique morale, par L. Barbedette.

73. Mon opinion sur la Dictature, par Sébastien Faure.

74. Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de Syndicalistes.

75. Amour libre et Liberté sexuelle, par E. Armand.

76. Sermon à l'intention du « Soldat Pionnier », par Lucien Leaute.

77. Elisée Reclus (1830-1905), par Han Ryner.

78. La Femme esclave, par René Chaughli, et Dépopulation et Civilisation, par la doctoresse M. Pelletier.

79. Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

80. En période électorale, par E. Malatesta.

81. Le Travail-Argent, par Rhillon.
82. Patrie, Guerre et Caserne, par Charles Albert.

83. L'Etat, son rôle historique, par P. Kropotkine, forte brochure, 1 franc.

84. Eloge de Ravachol, par Paul Adam, et Lettres aux compagnons des « Entrétiens », par Elisée Reclus.

85. Paraboles du Réservoir d'Eau, par Bellamy.

86. La Pluralité en Amour, par F.-A. Barnard, et La valeur de la Chasteté, par J.-R. Ortyell.

BROCHURES ANTIRELIGIEUSES
Guignebert. — Comment on fabrique des reliques, des saintes 1 50

Han Ryner. — Jeanne d'Arc future victime de l'Eglise ? 1 50

Cabaud. — Pourquoi j'ai quitté l'Eglise 1 50

Loriot. — Véritable histoire de l'Eglise 1 50

J. Jenger. — L'idolâtrie du Sacré-Cœur 1 50

J. Claraz. — Voltaire et son œuvre 1 50

Loriot. — Les secrets des Jésuites 2 »

Ed. Daason. — Religion ? Morale ? Criminalité ? 1 50

Ab. Fua. — Les véritables origines de la papauté 1 50

Van Ypres. — La morale chez les Jésuites 1 25

Blatchford. — Les évangélistes n'ont presque rien inventé 2 »

B. Mussolini. — L'homme et la divinité (1908) 2 »

Delbende. — Les méfaits du Christianisme 1 50

F. Ferrer. — Sa vie, son œuvre, son procès 1 50

J. Malburet. — Le soleil fut-il créé après la lumière ? 1 »

N'oubliez pas la souscription permanente du « Libéraire »

Prendre note : Changement d'Adresse

« LE LIBERTAIRE »

186, boulevard de la Villette, Paris (19^e) (à 100 mètres de la Maison des Syndicats de la Grange-aux-Belles)

Métro: Jean-Jaures

Au Bureau du « Libéraire » vous trouverez :

Toutes nos brochures de propagande. Tous les journaux et revues anarchistes (en toutes langues).

Des chansons et monologues. Des livres de Doctrines Sociales (Anarchisme, Socialisme, Syndicalisme, Coopératisme). Des ouvrages d'intérêt social et révolutionnaire.

Des ouvrages sur la question religieuse. Des ouvrages sur la question sexuelle. La vente est réservée aux abonnés et lecteurs du « Libéraire ».

Pour la province nous pouvons assurer l'expédition des commandes dans le délai de trois jours.

Adressez tout ce qui concerne « Le Libéraire » à Jean Girardin, Chèque Postal 1191.98, 186, boulevard de la Villette, Paris (19^e).

LA VIE DE L'UNION

Commission Administrative

La C. A., après avoir entendu le compte rendu de l'Assemblée de la Fédération parisienne — et prenant connaissance des incidents violents qui ont terminé cette réunion ;

Décide que de pareilles méthodes ne doivent pas avoir cours dans les milieux anarchistes.

La C. A. se déclare en complet accord avec la majorité de la Fédération et décide de ne plus rien avoir de commun avec les soutiens financiers du « Cri du Peuple ».

Constatant que le travail entrepris par la minorité n'a pour but que le sabotage des décisions prises au Congrès de Paris, se refuse à collaborer dorénavant avec tout membre d'une tendance qui n'est que du bolchevisme déguisé.

PARIS-BANLIEUE

Fédération parisienne

Les groupes en accord avec les décisions prises à la dernière assemblée générale sont priés de se faire représenter à la réunion qui aura lieu samedi prochain, 18 octobre, à 20 h. 30, salle Chapotot, 5, rue du Château-d'Eau (à côté de la Bourse du Travail). Les membres de l'ancien bureau sont priés de venir rendre leurs comptes.

Le secrétaire fédéral : E. Hermann.

Les camarades sont invités à adresser tout ce qui concerne « La Voix de Province » à Pierre Lanté, au Libéraire, 186, Bd de la Villette, Paris (19^e).

Groupe des 11^e et 12^e. — Réunion extraordinaire le mercredi 22 octobre à 22 h. 30 au 170, Faubourg Saint-Antoine. Présence indispensable de tous.

Groupe du 19^e

Réunion du groupe, dimanche matin, 9 h., au lieu habituel.

Groupe Régional de Bezons. — Réunion du Groupe le samedi 25 octobre, au café de l'Abbaye, à Carrières-sur-Seine. Les lecteurs du « Libéraire » et sympathisants sont cordialement invités.

Groupe de Olichy. — Réunion le vendredi 17 octobre, à 20 h. 30, salle municipale, 115, rue du Bois.

Questions très importantes à envisager. Présence indispensable de tous.

Argenteuil. — Réunion du groupe vendredi 17, lieu habituel.

Saint-Denis. — Un Groupe étant en formation à Saint-Denis, les camarades désireux d'y adhérer sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Baudon Armand, 17, boulevard Jules-Guesde.

POUR QUE VIVE LE LIBERTAIRE

Souscription du 1^{er} au 11 octobre 1930

Janier, 20 fr.; Doriot, 5 fr.; Devry, 20 fr.; Fili, 10 fr.; Vedas, 10 fr.; Gravier, 5 fr.; Antoine, 5 fr.; A. O., 5 fr.; Homme sans col, 5 fr.; Pierrot, 5 fr.; Perron, 43 fr. 25; J.-M. Esperante, 10 fr.; Perron, 3 fr.; N'importe, 10 fr.; Néro, 5 fr.; Terradi, 5 fr.; Assemblée générale, 30 fr.; Pouchard, 5 fr.; Lapière, 2 fr. 50; Bloc, 2 fr. 50; Louise, 5 fr.; Lachèvre, 10 fr.; Groupe des 19^e et 20^e Arrondissements, 15 fr.; Groupe des 11^e et 12^e Arrondissements, 10 fr.; Petit Trimardeur, 3 fr. 50; X..., 5 fr.; Charbonneau, 5 fr.; N'importe, 5 fr.; Groupe des 11^e et 12^e Arrondissements, 5 fr.; Denzeure, 10 fr.; Papillon, 10 fr.; Esteve, 5 fr.; Groupe Coopératif de Saint-Ouvrie, 50 fr.; E. Barret, 4 fr.; X..., 2 fr.; Davico, 10 fr.; Stephan Mac Sav, 10 fr.; R. N., 10 fr.; Colin, 5 fr.; Tollet, 25 fr.; Duval, 10 fr.; L. Goe, 6 fr. 75; Granguillette, 5 fr.; Gillet, 4 fr. 50; Léon Martin, 7 fr. 50; Vidal, J., 20 fr.; Andrieux, 10 fr.; Guigui, 10 fr.; Stemer, 6 fr.; Farsy, 2 fr. 40; Walka, 1 fr. 75; Pas de nom, 10 fr.; Gatinois, 4 fr.; Argenteuil, 3 fr.; Clermont, 4 fr. 50; X..., 2 fr. 50; S. C. A., 5 fr.; Antoine, 5 fr.

Total, 630 fr. 65.

Pour la propagande Pour le « Libéraire »

Dans le but de permettre la diffusion de notre journal

« LE LIBERTAIRE »

nous avons décidé d'expédier à tous les camarades qui en feront la demande, des paquets d'inventaires au prix de, port compris.

5 francs les 50 exemplaires.
10 francs les 100 exemplaires.

Nul doute que chaque camarade se fera un devoir de distribuer autour de lui, dans les réunions, dans les chantiers, etc., nos inventaires.

Il contribuera à faire connaître notre journal, à répandre nos idées, à amplifier notre propagande.

Chaque groupe, chaque camarade doit faire un effort pour « Le Libéraire ».

MISE AU POINT

Dans un des derniers appels de l'Entrée il était dit que ce comité qui vient en aide à nos camarades détenus versait à chacun d'eux mensuellement une somme de 200 francs, tandis que le Secours Rouge ne versait que 25 francs.

Le Secours Rouge nous fait savoir que c'est 25 francs par semaine et non par mois qu'il fallait lire.

Le Comité de l'Entrée, consulté par nous, à ce sujet, nous prie, en effet, de rectifier dans ce sens. C'est bien 25 francs par semaine qu'il a voulu dire. Dont acte.

Le Gérant : Marcel MONTAGUT.

Travail exécuté par des ouvriers unitaires et confédérés.

IMPRIMERIE CENTRALE DU CROISSANT
19, rue du Croissant, Paris (2^e)

Ermont. — Les camarades de la région du Gros-Hoyer, Saint-Prix, Saint-Leu, Eu, Honfleur et Ermont, qui désirent collaborer à la formation d'un Groupe Anarchiste-Communiste, peuvent s'adresser à : Klouane, 60, rue Saint-Leu, à Ermont (Seine-et-Oise).

PROVINCE

Groupe anarchiste d'Agén. — Les camarades sont appelés mercredi à 9 heures du soir au Café de la Bourse. Urgent. Organisation de la tournée Bastien et propagande à venir pour les tournées d'hiver. Lora, Huart, d'Avray, etc. en accord avec les copains du Midi. Réunion urgente, nous avons trop tardé pour apporter notre adhésion officielle avec le groupe de Toulouse en vue de ses tournées.

Mercredi, 9 heures, Café de la Bourse, boulevard de la République. Une salle est à notre disposition.

Groupe Anarchiste-Communiste de Saint-Henri. — Les camarades du Groupe sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu mardi, heure et lieu habituels.

Ordre du jour : Propagande régionale ; Bibliothèque ; Entraide et solidarité ; Question Fédération régionale.

Le Secrétaire : P. Coussinier.

Groupe Anarchiste-Communiste de Toulouse. — Le Groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Répartition des denrées tous les dimanches matin.

Librairie. — Une librairie volante se tient tous les dimanches matin, rue Saint-Bernard, angle boulevard de Strasbourg.

Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le Groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupe Anarchiste-Communiste de Saint-Etienne. — Permanence tous les jeudis, salle 20, Bourse du Travail. Inscription des adhérents. Versements de la cotisation mensuelle : 5 francs. Organisation de promenades estivales.

Brest. — Les libertaires, les lecteurs du « Libéraire » sont invités cordialement à la réunion du Groupe qui aura lieu le vendredi 18 octobre, au Café de la Bourse.

Des questions très importantes intéressant la propagande générale seront discutées. Je compte sur tous. La besogne ne manquera pas.

Le Secrétaire du Groupe : A. LE LANN.

A NOS CAMARADES DES ORGANISATIONS SYNDICALES, DES GROUPES ANARCHISTES ET AUX ORGANISATIONS SYMPATHISANTES.

La copie pour « Le Libéraire » doit nous parvenir au plus tard mardi midi, au Bureau du « Libéraire », 186, boulevard de la Villette, Paris (19^e).

Communications Diverses

Groupe des 17^e et 18^e Arrondissements. — Réunion mardi 21 octobre, à 20 h. 30, 48, rue Duhamel.

Causerie du camarade Fremont sur : L'anarchisme communiste : doctrine de classe, invitation cordiale aux sympathisants. Livres, journaux, revues, à la disposition des camarades. Salle au premier étage, au fond du couloir.

Langue internationale « Ido ». — Jeudi 23 octobre, à 20 h. 15, Bourse du Travail de Paris, salle A, cours professionnels, première leçon du cours gratuit d'« Ido » en dix leçons. Les camarades désireux de supprimer pratiquement la frontière des langues sont invités à ne pas manquer cette première leçon.

La Muse Rouge donnera sa prochaine goûte dimanche 19 octobre, en soirée seulement, 48, rue de Bretagne.

Au programme : L. Gran ; Carlotta ; Freddy ; R. Dery ; Edouard ; Boyette ; Sénes ; Colandant ; R. Castel ; Jane Monteil ; F. Gilbert ; H. Picart ; L. Lora ; J. Caty ; Ch. d'Avray ; R. Guérard ; Maurice Hallé.

Invitation cordiale à tous.

La Chanson de Paris. — La prochaine séance de « La Chanson de Paris » aura lieu le jeudi 16 octobre, à 20 h. 45, au « Palais des Fêtes », 199, rue Saint-Martin (à l'angle de la rue aux Ours).

Les Chansonniers Raymond Bour, Eugène David-Bernard, Géo Jousan, Jacques Martel, Gaston Vannier, Paul Weil et Roger Xel se feront entendre dans leurs œuvres.

Mmes Jane Cler, Fabienne, Andrée Lindia, Reine Lorin, Morel-Després, MM. Jacques Dutil et Langlois interpréteront des chansons et poèmes de leur répertoire.

Au piano d'accompagnement : Mme Gilberte David-Bernard et le compositeur Guy d'Arvor.

UN TRACT CONTRE LA GUERRE

Les camarades du « Semeur » nous font savoir qu'un tract reproduisant l'article de J. Caillaux vient d'être édité par leurs soins.

Par suite des frais d'impression, joindre à la commande la somme de huit francs par mille exemplaires (port compris).

S'adresser à BARBE, boîte postale, Falaise (Calvados).

ATTENTION !

Prenez bonne note que la nouvelle adresse du Trésorier du Comité de Défense sociale est : Gaston ROLLAND, 4, rue Nansouty, Paris (14^e).

Le Remplaçant de Coccotis, à Marseille, est invité à donner son adresse pour les fiches de règlement.

Beaudoin, Le Havre. — As-tu reçu tes derniers numéros du « Libéraire » ?

Camarade désireux de procurer la collection du « Libéraire » des années 1919 et 1920. Faire offres à DRUGMANNE, 22, rue des Récollets, Valenciennes (Nord).

Les Amis du « Libéraire ». — Devant les résultats obtenus par notre appel pour les 3^e et 10^e arrondissements, nous avons décidé d'ouvrir l'accès du groupe à tous les sympathisants de notre journal.

Aussi, faisons-nous appel à tous les abonnés, aux lecteurs, aux souscripteurs de la Région parisienne.

Nous leur demandons d'adhérer à notre groupe des « Amis du Libéraire », où ils sont certains de se trouver en bonne camaraderie, afin de coordonner leurs efforts pour trouver les moyens d'amplifier la propagande qu'il fait et de lui donner les moyens répondant aux nécessités. Pour tous renseignements, s'adresser à Henriette ROY, où venir à la permanence qui sera tenue :

Tous les samedis, de 4 heures à 7 heures ; Au Bureau du « Libéraire », 186, boulevard de la Villette (Métro Jaurès).

Notre service de librairie

NOUVEAUTES

LA 10 C.V. — Le roman de la machine, par Ilya Ehrenbourg 15 fr